



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) – CCAG/FCS**

**MP 2025 01 60**

**STAGE INTENSIF DE FRANÇAIS POUR LES ETUDIANTS INTERNATIONAUX ADMIS  
A L'ENSTA CAMPUS PARIS-SACLAY**

**PROCEDURE ADAPTEE**

**Personne publique contractante**

Renseignements d'ordre administratif

**ENSTA**

**Division des Affaires Juridiques, des Achats et des  
Contrats (DAJ/AC)**

M. Stephane DIOUF

☎ 01 81 87 18 64

✉ [stephane.diouf@ensta.fr](mailto:stephane.diouf@ensta.fr)

Renseignements d'ordre technique

**Direction du développement, des Relations  
Internationales et des Partenariats Entreprises (DRIPE)  
Directeur des relations Internationales**

Mr Sébastien REYMOND

☎ 01 81 87 17 61

✉ [sebastien.reymond@ensta.fr](mailto:sebastien.reymond@ensta.fr)

<b>ARTICLE 1 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1 – OBJET .....	4
2.2 – FORME DE L’ACCORD – CADRE .....	4
2.3 – ALLOTISSEMENT .....	5
2.4 – VARIANTES .....	5
<b>ARTICLE 3 – MONTANT DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – DUREE DE L’ACCORD - CADRE – DELAIS D’EXECUTION.....</b>	<b>5</b>
4.1 – DUREE DE L’ACCORD- CADRE .....	5
4.2 – CONTENU DES DELAIS ET DUREE D’EXECUTION.....	6
<b>ARTICLE 5 – PRIX .....</b>	<b>6</b>
5.1 – DATE D’ETABLISSEMENT DU PRIX .....	6
5.2 – CONTENU DU PRIX .....	6
5.3 – APPLICATION DE LA TVA .....	6
5.4 – MODALITES DE REVISION DES PRIX .....	6
5.5 – CLAUSE DE SAUVEGARDE .....	7
<b>ARTICLE 6 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
6.1 – DUREE D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDES.....	7
6.2 – MODALITES D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDES .....	7
6.2.1 – DISPOSITIONS GENERALES .....	7
6.2.2 – CONTENU DES BONS DE COMMANDES .....	8
<b>ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>8</b>
7.1 – OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL .....	8
7.2 – OBLIGATION DE MOYENS .....	8
7.3 – OBLIGATION DE RESULTAT.....	8
7.4 – OBLIGATION EN CAS D’ACCIDENT .....	8
<b>ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE L’ENSTA .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 – OBLIGATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 – PENALITES.....</b>	<b>10</b>
10.1 – AUTORITES HABILITE POUR LES SURSIS ET LES PROLONGATIONS DES DELAIS .....	10
10.2 – PENALITES DE RETARD DANS LA PRISE EN COMPTE DES ETUDIANTS .....	10
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
11.1 – AVANCE .....	11
11.2 – ACOMPTE .....	11
11.3 – FINANCEMENT.....	11
11.4 – MODALITES DE PAIEMENT .....	11
11.5 – GENERALITES .....	12
11.6 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	12
11.7 – CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT.....	13
<b>ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE.....</b>	<b>13</b>
12.1 – MESURES DE SECURITE ET PROTECTION DU SECRET .....	13
12.2 – LIBRE ACCES – CONDITIONS DE TRAVAIL .....	14
<b>ARTICLE 13 – MARCHÉ ULTERIEUR DE PRESTATION SIMILAIRES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14 - RESILIATION .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15 - CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....</b>	<b>14</b>
15.1 – ASSURANCE .....	14
15.2 - CHANGEMENTS DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....	14

15.3 - DECLARATION DE NON-EXCLUSION DES MARCHES DE L'ÉTAT ..... 15

15.4. INFRACTION A LA LEGISLATION FISCALE ..... 15

15.5 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL ..... 15

**ARTICLE 16 - REVERSIBILITE ..... 15**

**ARTICLE 17 - LITIGES ..... 16**

**ARTICLE 18 - TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL..... 16**

**ARTICLE 19 – REDRESSEMENT JUDICIAIRE..... 16**

**ARTICLE 20 - DEROGATIONS ..... 16**

## **ARTICLE 1 – DOCUMENT REGISSANT L’ACCORD – CADRE**

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique. Il est régi par les documents contractuels ci-après dans l’ordre de priorité décroissant :

- L’acte d’engagement (l’AE), signé par les représentants de la personne publique et du titulaire, et son annexe Bordereau de Prix Unitaire, le RIB et le cas échéant la déclaration relative à la sous-traitance ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) MP 2025 01 60 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) MP 2025 01 60 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et prestations de Services (CCAG/FCS) issu de l’arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire, remis à l’appui de son offre.

## **ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L’ACCORD - CADRE**

### 2.1 – Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en place du stage intensif de français pour les étudiants internationaux admis à l’ENSTA campus Paris-Saclay.

Le titulaire s’engage à exécuter les prestations décrites dans le CCTP conformément aux exigences techniques du besoin, aux conditions de prix et de délais fixées à l’annexe financière BPU de l’acte d’engagement et suivant les règles définies dans les articles ci-après.

### 2.2 – Forme de l’accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon une en procédure adaptée en application de l’article R. 2123-1 3° du code de la commande publique qui renvoie à l’avis publié au JORF n°0077 du 31 mars 2019 listant les marchés de services sociaux et autres services spécifiques concernés par la passation selon une procédure adaptée quelle que soit la valeur estimée du besoin.

La prestation objet du présent accord-cadre relève de la catégorie des services d’enseignement et de formation (code CPV 80000000-4) et est, à ce titre, concernée par cette disposition.

L’accord-cadre prend la forme d’un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande. Toutes les prestations s’exécutent par bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-2 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

### 2.3 – Allotissement

Le présent accord-cadre n’est pas alloti en raison de l’unicité de la prestation.

### 2.4 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **ARTICLE 3 – MONTANT DE L'ACCORD - CADRE**

Les montants des prestations sont fixés dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du titulaire.

Il n'y a pas de montant minimum déterminé pour cet accord-cadre.

Le montant maximum annuel est de 100 000 € HT (cent mille euros) soit 120 000 € TTC (cent-vingt mille euros).

Le montant maximum pour la durée globale du marché, reconductions comprises est de 400 000 € HT (quatre cent mille euros) soit 480 000 € TTC (quatre cent quatre-vingt-mille euros).

## **ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD - CADRE – DELAIS D'EXECUTION**

Les durées et les délais prévus à l'accord-cadre s'entendent, sauf dispositions contraires, périodes de congés annuels comprises.

### 4.1 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est ensuite reconduit annuellement par tacite reconduction à sa date anniversaire, dans la limite de 3 reconductions, sans que sa durée ne puisse dépasser quarante-huit (48) mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur prendra par écrit (lettre recommandée avec accusé de réception) la décision de ne pas reconduire le marché, au plus tard un mois avant la fin de la période en cours.

Les durées et les délais prévus à l'accord cadre s'étendent, sauf disposition contraires, période de congés annuels comprises.

### 4.2 – Contenu des délais et durées d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux délais fixés dans le bon de commande et durées indiquées à l'annexe BPU de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 5 – PRIX**

### 5.1 – Date d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » ou « mois 0 »

L'unité monétaire utilisée dans le présent accord-cadre est l'Euro (€).

### 5.2 – Contenu des prix

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre, notamment :

- Le déplacement des étudiants de l'aéroport au lieu d'hébergement,
- Les sorties culturelles intégrées dans le cadre du stage
- Le personnel et la prestation nécessaires à la mise en exécution du stage
- Les frais de prestation pédagogique (préparation, formation en priorité).

Les prix TTC sont réputés prendre en compte toutes les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

### 5.3 – Application de la TVA

Les prestations de l'accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette en vigueur à la date d'élaboration de l'offre, les prix de règlement tiennent compte de cette variation, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

### 5.4 – Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés au début de chaque période annuelle de reconduction par application de la formule définie ci-après. La première révision sera effectuée au commencement de la première reconduction.

$$P1 = P0 (0,15 + 0,85 S1/S0)$$

Dans cette formule :

P1 = représente le prix actualisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S0 = désigne le dernier indice SYNTEC publié du « mois zéro » ou « mois 0 »,

S1 = désigne le dernier indice SYNTEC connu publié à la date de début d'exécution des prestations.

L'indice SYNTEC est publié par la Fédération SYNTEC et reconnu par le ministère de l'Economie et des finances.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### 5.5 – Clause de sauvegarde

Le présent accord-cadre pourra être résilié par la personne publique sans indemnités en cas d'accroissement d'un ou plusieurs prix unitaires de plus de 3% sur une période d'un an.

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS**

L’ENSTA passera les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

### 6.1 – Durée d’exécution des bons de commande

L’ENSTA pourra émettre des bons de commandes et les notifier au titulaire pendant toute la durée de validité de l’accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra être émis. Toutefois, l’exécution des bons de commande déjà notifiés sera poursuivie jusqu’à son terme dans la limite de trois (3) mois après la date de fin de validité de l’accord-cadre.

### 6.2- Modalités d’émission des bons de commande

#### 6.2.1- Dispositions générales

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité. Ils sont établis sur la base des prix unitaires fixés au BPU annexé à l’acte d’engagement.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires fixés à l’annexe de l’acte d’engagement.

Par dérogation à l’article 3.7.2 du CCAG/FCS, en cas de litige concernant les indications portées sur le bon de commande, le titulaire dispose d’un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception du bon de commande pour signifier par écrit ses réserves, ce délai partant de la date de notification du bon de commande.

A défaut de cette signification, le bon de commande est réputé accepté par le titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d’un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande. A défaut de cette signification, le bon de commande est réputé accepté par le titulaire.

#### 6.2.2 - Contenu des bons de commandes

Les bons de commandes comporteront les renseignements suivants :

- le nom et l’adresse du titulaire ;
- la référence de l’accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- le prix unitaire hors taxes (par référence au BPU annexé à l’acte d’engagement) ;
- les quantités commandées ;
- le montant hors taxes et toutes taxes comprises des prestations commandées ;
- le délai d’exécution ;
- le lieu d’exécution.

## **ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 – Obligation générale de conseil**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire a une obligation de conseil qui trouve son fondement dans l'expertise, l'évolutivité des prestations et les compétences professionnelles des membres de son équipe. Cette obligation astreint le titulaire à une obligation de moyens.

Le titulaire ne peut être dégagé de sa responsabilité liée à son obligation de conseil que dans la mesure où il justifie avoir alerté, informé ou renseigné l'ENSTA sur les conséquences éventuelles de l'absence de prise en considération de ses suggestions, recommandations et conseils.

### **7.2 – Obligation de moyens**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire met à disposition les moyens nécessaires lui permettant de réaliser les prestations conformément au CCTP MP 2025 01 60.

### **7.3 – Obligation de résultat**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire a une obligation de résultat en ce qui concerne la prestation globale. L'ensemble des prestations attendues sont exécutées dans les conditions indiquées dans le CCTP MP 2025 01 60.

Le titulaire garantit que les prestations objet des postes seront fournies par du personnel qualifié et s'oblige à mettre tous les moyens en œuvre pour assurer dans des conditions optimales l'exécution du présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualités prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

### **7.4 – Obligation en cas d'accident**

Le titulaire a l'obligation de signaler à la direction du Développement, des Relations Internationales et des Partenariats Entreprises (DRIPE) tout accident durant les périodes de stage. Cette information doit parvenir dans un délai maximum de vingt-quatre heures (24) heures suivant la constatation des faits par la titulaire, par tout moyen écrit.

Le titulaire prend toutes les mesures ou actions correctives nécessaires en cas de problème rencontré.

## **ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE L'ENSTA**

L'ENSTA s'engage à communiquer au titulaire toutes les informations utiles en vue d'optimiser le déroulement des prestations et de faciliter de façon générale l'exécution du marché. L'école mettra à disposition les documents nécessaires.

## **ARTICLE 9 – OBLIGATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE**

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de



la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 et R. 3243-3 du code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer à la personne publique, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D. 8222-5 du code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra avant la notification de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :
- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois.
- Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel,

- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-3, ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par la personne publique et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, la personne publique pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

## **ARTICLE 10 – PENALITES**

### 10.1 – Autorité habilitée pour les sursis et les prolongations de délais

Les autorités habilitées à octroyer les prolongations de délais et les sursis sont la Directrice Générale ou le Directeur Général des Services de l'ENSTA.

Les pénalités s'entendent sur tous les jours ouvrés hors période de fermeture de l'ENSTA.

### 10.2 – Pénalité de retard dans la prise en charge des stagiaires

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si les délais de prise en charge des stagiaires définis par le titulaire définis dans le bon de commande sont dépassés de son propre fait, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité selon la formule suivante :

$$P = V * R / 75$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard.

## ARTICLE 11 – CONDITIONS FINANCIERES DE L’ACCORD – CADRE

### 11.1 – Avance

Sans objet.

### 11.2 – Acomptes

Sans objet.

### 11.3 – Financement

Le présent accord-cadre est financé sur les crédits budgétaires de l’ENSTA.

### 11.4 – Modalités de paiement

#### - Envoi de la facture au format dématérialisé par CHORUS PRO

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l’adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en prenant en compte les renseignements ci-dessous :

Identifiant du service	19750003600029
Désignation	ECOLE NAT SUP DE TECHNIQUES AVANCEES
Libellé de service	Pôle Dépenses
Statut	Actif
Engagement obligatoire	OUI
EJ obligatoire	MP 2025 01 60
Numéro de TVA intracommunautaire	FR 64197500036

Toute facture reçue en dehors du portail de facturation recommandé, pourrait être rejetée.

Le dépôt d’une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l’envoi d’une facture papier.

En application de l’article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

### 11.5 – Généralités

Les paiements afférents au présent accord-cadre seront faits conformément aux règles de la comptabilité publique, par des virements au compte du titulaire. Le mode de règlement est le virement SEPA.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ENSTA.

L'ordonnateur chargé de la liquidation financière ainsi que de l'émission des mandats est la Directrice Générale de l'ENSTA.

### 11.6 – Délai global de paiement

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, il est précisé que le délai maximal de paiement est de 30 jours suivant la réception par le service de la demande de paiement ou de la date d'effet de la décision d'admission si cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Pour la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation CHORUS. Le délai de paiement court également à compter de la date d'effet de la décision d'admission si cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires.

### 11.7 – Cession de créance et nantissement

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R.2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique relatifs à la cession ou au nantissement des créances.

L'ENSTA remet au titulaire à sa demande, soit une copie de l'original de l'acte d'engagement revêtu de la mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de la créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement.

## **ARTICLE 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

### 12.1 – Mesures de sécurité et protection du secret

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des sociétés travaillant pour la Défense Nationale, le prestataire s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce

soit et sans autorisation écrite de la personne responsable du marché, de tout élément porté à sa connaissance dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations précédemment définies.

Aussi, les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, reçoit communication de renseignements, documents, ou objets désignés comme secrets ou confidentiels par l'ENSTA est tenu de maintenir comme tels cette communication.

Dans ce cas, le titulaire est tenu d'assurer leur protection avec le même soin qu'il apporte à la protection de ses propres informations confidentielles.

Le prestataire retenu s'engage à compter de la signature du présent accord-cadre à respecter un accord de confidentialité.

Le prestataire s'engage à faire exécuter les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin. Il doit également s'engager aux mêmes exigences vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels.

Le personnel du prestataire doit se conformer aux consignes de sécurité en vigueur et aux prescriptions du règlement intérieur qui leur est applicables.

Le prestataire s'engage à détruire toute la documentation concernant le réseau de l'ENSTA susceptible de lui être remis dans le cadre de la prestation.

## **ARTICLE 13 – MARCHE ULTERIEUR DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification de l'accord-cadre. Le montant total des nouveaux marchés ne peut dépasser le montant du seuil de mise en concurrence de l'accord-cadre initial.

## **ARTICLE 14 – RESILIATION**

En cas de non-respect des clauses du présent marché, celui-ci peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS 2021.

## **ARTICLE 15 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES**

### **15.1 – Assurance**

Le titulaire doit justifier, dans les 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages encourus dans le cadre de ses activités. La garantie doit être suffisante.

### 15.2 – Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire s'engage à notifier immédiatement à l'ENSTA toute modification survenant après notification du marché, concernant :

- les personnes ayant pouvoir d'engager la société,
- la forme de la société,
- la raison sociale et l'adresse du siège,
- le capital social ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Toute entreprise mise en redressement ou liquidation judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, du syndic ou de l'administrateur judiciaire désigné, adresser à l'ENSTA, au Pôle Achats et Contrats, dans les 15 jours suivant la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire, liquidation de biens ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

### 15.3 – Déclaration de non-exclusion des marchés de l'Etat

Le titulaire déclare qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions prévues à l'article L. 2141-1 du code de la commande publique.

### 15.4 – Infraction à la législation fiscale

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi 52 401 du 14 avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi 78 753 du 17 juillet 1978.

### 15.5 – Lutte contre le travail illégal

Le titulaire déclare sur l'honneur :

- Que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L1211-13, L1221-15, L3243-1, L3243-2 et L3243-4 du code du travail,
- S'acquitter de ses obligations au regard des articles L8221-3, L8221-5 et D8222-5 du code du travail réprimant le travail illégal,
- Qu'il n'ait pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour travail dissimulé, emploi d'étrangers sans titre, marchandage ou prêt de main d'œuvre illicite, conformément au décret n° 97.638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97.210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

## **ARTICLE 17 - LITIGES**

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les litiges et différends nés de l'exécution du marché sont soumis au juge administratif. Le tribunal administratif compétent est celui de Versailles.

## ARTICLE 18 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG/FCS, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, « *le règlement européen sur la protection des données* ».

## ARTICLE 19 – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, du syndic ou de l'administrateur désigné, adresser à l'ENSTA, service financier, dans les 15 jours suivant la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire, liquidation de biens ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

## ARTICLE 19 – DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

### 19.1 – Dispositions sociales

En cours d'exécution du présent accord cadre, le titulaire s'engage à recruter, **en cas de publication d'une fiche de poste et à niveau de qualification équivalent**, une des personnes suivantes :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage).  
Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi)
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente, (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - *Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP).*
  - *Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.*
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est-à-dire :
  - *Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).*
  - *Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées.*
  - *Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Etablissement Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)).*
  - *Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée.*
  - *Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet*

- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Cette action d'insertion est mise en œuvre via une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

1. Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI)
2. La mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI).
3. L'embauche directe par l'entreprise. Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion.

Le titulaire fournit tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle aléatoire de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat de la personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer l'ENSTA des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce dans un délai de huit jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

## 19.2- Dispositions environnementales

Le prestataire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires au respect de l'environnement. En particulier, il veillera à :

- *Prendre des mesures visant à réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent contrat ;*
- *Avoir une gestion éco-responsable des déchets liés au présent contrat ;*
- *Réduire les nuisances visuelles et sonores.*

## ARTICLE 21 – DEROGATIONS

<b>ARTICLE DU PRESENT DOCUMENT</b>	<b>ARTICLE DU CCAG-FCS AUXQUELS IL Y DEROGE</b>
<i>Article 6.2.1</i>	3.7.2 du CCAG/FCS
<i>Article 10.2</i>	14 du CCAG/FCS